

En Italie, le vrai-faux miracle économique de Giorgia Meloni

Trois ans après son arrivée au pouvoir, la présidente du Conseil est encensée par la presse internationale conservatrice pour la bonne santé économique du pays. Mais dans les faits, le PIB est maintenu à flot par l'aide massive de l'UE, le tout sans mise en œuvre de réformes structurelles.



Giorgia Meloni à l'assemblée générale des Nations unies, le 24 septembre 2024. (Pamela Smith/AP)

Par [Eric Jozsef](#)
correspondant à Rome
Publié le 16/11/2025 à 12h45

Le tackle est venu de son propre camp. Alors que l'entourage de Giorgia Meloni se délecte depuis quelques semaines des commentaires flatteurs dans la presse internationale sur la stabilité de l'économie italienne, Marine Le Pen a douché la belle humeur [de ses cousins nationalistes italiens](#). Interrogée sur l'existence d'un [«modèle Meloni»](#), la présidente du Rassemblement national a lâché mi-octobre au micro de France Inter : *«Je ne minimise pas le travail de Giorgia Meloni. M'enfin, avec 240 milliards d'euros de soutien de la part de l'Union européenne [...] c'est quand même, vous l'admettez, plus simple de mettre en œuvre un certain nombre d'orientations.»* Une occasion pour la patronne de l'extrême droite hexagonale de s'indigner d'un plan européen financé, selon ses calculs, par l'argent des Français.

Début octobre, c'est le patronat italien qui a également ramené Giorgia Meloni à la réalité des chiffres : cette année, non seulement la croissance restera anémique (+0,5 % prévu en 2025) mais surtout, sans l'aide de l'Europe, *«la dynamique du produit intérieur brut italien serait de -0,3 %»*. En clair, sans la manne des 194 milliards d'euros dégagés par l'UE à destination de l'Italie pour relancer l'activité après la pandémie de Covid (pour ses calculs, Marine Le Pen ajoute d'autres fonds européens accordés à l'Italie), Rome serait au bord de la récession. La péninsule est en effet [le principal bénéficiaire du Next Generation EU](#) pour une somme totale qui, entre prêts et subventions, représente près de 9 % du PIB. Un montant pas très éloigné des sommes reçues par le pays après-guerre dans le cadre du plan Marshall américain.

Des fonds colossaux, mais pas de réformes structurelles

A ce stade, environ 122 milliards ont été versés. Pour Rome, le temps presse, car toute l'enveloppe mise à disposition par Bruxelles doit être utilisée avant le 31 août 2026. Le gouvernement italien cherche donc par tous les moyens comment utiliser ces fonds et les investir notamment dans les infrastructures, ce que permet le plan européen. Avec ce paradoxe : en 2020, Fratelli d'Italia, alors dans l'opposition, n'avait pas approuvé le Next Generation EU. *«On risque une mise sous tutelle inacceptable des choix économiques d'une nation souveraine»*, tonnait à l'époque Giorgia Meloni tandis que son actuel vice-président (Ligue du Nord) Matteo Salvini parlait, lui, *«d'une grosse arnaque»*.

A lire aussi

[Immigration, économie : la droite française fascinée par le vernis de l'Italie de Giorgia Meloni](#)

«Les sommes allouées par l'UE sont considérables», remarque l'économiste Umberto Triulzi, professeur à l'université La Sapienza (Rome), qui déplore l'absence d'évaluation de l'impact de ces fonds. *«Seuls 37 % des objectifs ont été réalisés car nous n'avons pas une administration, notamment dans le Mezzogiorno [les régions du sud de l'Italien, ndlr], capable de mettre en œuvre les plans d'investissements dans le cadre du Next Generation EU.»* Pour de nombreux spécialistes, l'aide de Bruxelles risque de ne pas permettre de moderniser en profondeur le pays. Une occasion manquée en somme.

«On a raté l'opportunité d'utiliser cet argent pour faire des réformes structurelles : réduire la bureaucratie, la lenteur de la justice, la pression fiscale ou le coût de l'énergie», observe Carlo Cottarelli, professeur à l'Università cattolica de Milan. Il ajoute : *«Le gouvernement Meloni n'a pas fait grand-chose pour favoriser la croissance économique.»* La production industrielle italienne a même connu vingt-six mois consécutifs de baisse, de février 2023 à avril 2025.

Conversion à la rigueur budgétaire

Alors, comment comprendre que la patronne de Fratelli d'Italia, *«l'artisane du miracle italien»* selon le journal britannique *The Telegraph*, soit devenue un peu partout la tête de gondole préférée des ultra-conservateurs, un modèle de réussite économique ayant refilé le mistigri du «pays malade de l'Europe» aux voisins français ? *«Le gouvernement n'a pas fait de grosses bêtises»*, résume, abrupt, l'universitaire Carlo Cottarelli. Concrètement, Giorgia

Meloni, qui avant son arrivée au pouvoir en 2022 prônait la sortie de l'Italie de l'euro, s'est glissée dans les pas de ses prédécesseurs. Et s'est convertie à une certaine rigueur budgétaire.

Pas de dérapages. Pas d'embardées. Au contraire, *«elle a mis fin au superbonus [crédit d'impôt permettant aux propriétaires de rénover leur habitation avec 110 % de déduction fiscale, ndlr] et a cherché à aller au-delà des recommandations de Bruxelles»*, souligne Carlo Cottarelli. Cette année, l'Italie devrait ramener son déficit public à 3 % du PIB et sortir de la procédure européenne pour déficit excessif. Les agences de notation Fitch et Standard & Poor's ont relevé la note du pays, saluant la stabilité politique et la discipline budgétaire.

Le bénéfice de la réforme des retraites de 2011

Sauf que tout le mérite ne revient pas à Meloni, tant s'en faut. L'essentiel des mesures douloureuses a été pris par les gouvernements précédents, notamment celui de Mario Monti, qui en 2011 a réformé les retraites en portant l'âge légal de départ à 67 ans. La mesure *«a permis à notre pays de ne pas couler et d'avoir encore aujourd'hui une certaine perspective de stabilité»*, a pointé fin septembre dans le *Corriere della Sera* l'ancien commissaire européen. Il a salué la *«conversion»* de Giorgia Meloni, laquelle, rappelle-t-il, avait à l'époque *«vilipendé»* sa réforme.

«La ligne économique du gouvernement c'est : qui n'agit pas ne se trompe pas, juge de son côté l'économiste Tito Boeri, ancien président de la sécurité sociale italienne. On ne change rien, comme ça on évite de faire des erreurs. Du coup, les perspectives de croissance sont faibles. Le principal problème italien, [c'est la chute démographique](#). Ce n'est pas étonnant, dans ce contexte, que le taux de chômage baisse. 80 % des entreprises disent avoir du mal à recruter.»

Bien qu'ayant prévu de concéder 500 000 nouveaux permis de séjour sur les trois prochaines années, le gouvernement nationaliste refuse d'ouvrir davantage les portes aux immigrés, à l'instar de l'Espagne. Quant à la relance par la consommation, elle est compromise par la faible rémunération des travailleurs. *«Les salaires réels des Italiens sont encore inférieurs de 7,5 % par rapport au niveau de 2021»*, dénonce Christian Ferrari, responsable économique du syndicat CGIL.

Giorgia Meloni refuse obstinément l'introduction du smic (à 9 euros brut de l'heure) comme le réclame la gauche. *«Le gouvernement a également supprimé le revenu de citoyenneté [sorte de RSA, introduit en 2019 par le Mouvement Cinq Etoiles, ndlr]. Il aurait évidemment dû être amélioré, mais ils ont aboli le seul instrument universel que nous avons en Italie pour lutter contre la pauvreté»*, pointe Tito Boeri. Aujourd'hui, le taux de pauvreté absolue atteint 9,8 % de la population, soit 5,7 millions d'Italiens. *«Le gouvernement mène une politique d'austérité en défendant certaines corporations et en faisant des amnisties pour les fraudeurs fiscaux»*, critique le syndicaliste Christian Ferrari, qui estime : *«La stratégie consiste à accompagner le déclin démographique, industriel et social du pays en garantissant la rente plutôt que la mobilité sociale.»* Alors, un «modèle italien» ?